

Meeting intersyndical du 28 juin 2018 Allocution de Magali Lardeux, secrétaire adjointe de l'UD



Le 28 juin 2018, près de 300 salariés, retraités, étudiants, lycéens, se sont rassemblés devant la gare à l'appel des UD FO et CGT, de la FSU, de l'UNEF et l'UNL

Magali Lardeux, secrétaire adjointe de l'UD, a pris la parole pour l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

Mes chers camarades, je vous salue au nom de l'UD Force Ouvrière.

Nos confédérations et organisations nationales ont, le 12 juin dernier, adopté un texte d'appel

qui propose la préparation de la grève interprofessionnelle. Pour cela, elles ont décidé d'organiser dans un premier temps cette journée d'actions, de manifestations, de rassemblements, de meetings, ce 28 juin 2018.

Si nous sommes rassemblés devant la gare, c'est pour assurer, comme nous l'avons fait depuis le premier jour, notre solidarité avec le combat des cheminots. Nous ne pouvons que regretter qu'il n'ait pas été possible d'organiser à l'échelle nationale une solidarité plus concrète dès l'origine du conflit.

Jamais la situation n'aura été aussi difficile pour la classe ouvrière qui subit de plein fouet les contre-réformes imposées par le Président des riches et son gouvernement, sur ordre de ses amis du patronat :

- ✓ Les ordonnances d'abord, qui sont une entreprise réactionnaire de destruction des droits acquis par l'inversion de la hiérarchie des normes et qui ouvrent la possibilité d'imposer des accords moins protecteurs que la convention collective ou le Code du travail.
- ✓ Un patronat qui s'empresse de mettre en application ces ordonnances écrites sous sa dictée, des actionnaires qui n'ont jamais perçu autant de dividendes, alors que dans le même temps ils bloquent les salaires et organisent les licenciements par milliers dans le secteur privé comme c'est le cas chez Carrefour par exemple avec la disparition

programmée de 2 500 emplois...

- ✓ La volonté de briser le statut de la SNCF, le statut des cheminots et la qualité du réseau en privatisant;
- ✓ La volonté de casser les 3 versants de la Fonction publique avec la suppression de 120 000 emplois, des statuts professionnels, du code des pensions civiles et militaires et de la CNRACL;
- ✓ L'annonce à la chaîne de privatisations d'Aéroport de Paris, de la Française des jeux, d'Engie, avec comme conséquence la casse des statuts des personnels concernés.
- ✓ La volonté de plonger dans la précarité plus encore de retraités en augmentant de 1,7 point la CSG; CSG que nous avons toujours combattue, parce qu'elle substitue l'impôt à la cotisation, donc l'impôt au salaire différé, pour préparer l'étatisation-destruction de notre sécurité sociale.
- ✓ L'organisation de la sélection à l'université. Il y a aujourd'hui des dizaines de milliers de lycéens qui passent le bac, mais qui ne savent toujours pas s'ils auront demain une place dans l'enseignement supérieur.

Et enfin, le président de la République, frénétique de la contre-réforme, a décidé de détruire l'ensemble de nos régimes de retraite. Sous prétexte d'équité, le gouvernement a décidé de faire 15 milliards d'économies sur les retraites

et organiser une contre-réforme qui — selon la plupart des économistes — aurait pour conséquence la baisse de 15 % en moyenne des pensions et contraindrait les salariés à reculer leur âge de départ.

Et cerise sur le gâteau, ils voudraient à cette occasion s'attaquer aux pensions de réversion, perçues à 80 % par des veuves. C'est-à-dire plonger dans la précarité ces femmes retraitées qui subiraient la double peine : moins payées, plus exploitées que les hommes durant toute leur vie de travail et à qui l'on supprimerait une des rares compensations à leur surexploitation. Mais dit-il, tout cela se ferait « dans

la concertation ».

Nous ne sommes pas dupes! On nous l'a déjà « jouée » la concertation avec les ordonnances! avec la réforme de la SNCF... Tout est bouclé d'avance! Il n'y a pas de négociation! « Vous discutez... je décide », telle est la devise de Jupiter.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Depuis des mois, la classe ouvrière cherche à résister, à combattre :

Les cheminots cherchent à bloquer une réforme destructrice. **Les retraités** continuent à descendre dans la rue. **Les personnels des EHPAD** réagissent contre les conditions de travail dégradées et

contre les conditions d'existence des anciens. **Les salariés d'Air France** grève après grève, ne désarment pas. **Les salariés de Carrefour** malgré les difficultés qu'ils rencontrent, ne s'avouent pas vaincus. **Les salariés de l'Énergie, d'Eiffage** sont aussi dans l'action, sans compter ces milliers d'entreprises où les salariés se mobilisent sur les salaires, les conditions de travail, contre les licenciements...

Nous le savons tous : secteur par secteur, entreprise par entreprise, nous ne pourrions au mieux que limiter la casse, mais pas mettre un coup d'arrêt à cette politique d'ensemble !

Contre une politique d'ensemble, il faut une riposte d'ensemble, privé/public, dans l'action commune.

Nos confédérations et organisations nationales doivent se rencontrer le 30 août pour décider d'une riposte interprofessionnelle.

Ce 28 juin, nous prenons date.

Ce 28 juin, nous nous rassemblons,

nous discutons pour préparer les conditions du rapport de force qui permettra de faire entendre nos revendications et de stopper la mécanique infernale des mesures brutales du gouvernement et du patronat, avec les travailleurs

en ayant pour objectif de bloquer l'économie.

Je profite de ce rassemblement pour réaffirmer ce que nous avons déclaré dans le communiqué intersyndical départemental qui appelle à ce rassemblement :

« Nous appelons en commun l'ensemble des salariés du public et du privé, les retraités, les étudiants et les lycéens à se réunir pour discuter de la situation, de leurs revendications et ainsi préparer les conditions du rapport de force interprofessionnel par la grève à la rentrée.

Préparons dès maintenant une action unitaire à la rentrée, tous ensemble, privé et public, en affirmant nos revendications! »

- ▶ **NON A LA RETRAITE PAR POINTS**
- ▶ **ABROGATION DU « PACTE » FERROVIAIRE**
- ▶ **AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES, DES PENSIONS ET DES MINIMAS SOCIAUX**
- ▶ **MAINTIEN DE TOUS LES SERVICES PUBLICS ET DES 3 VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE**
- ▶ **MAINTIEN DU BACCALAURÉAT COMME PREMIER GRADE UNIVERSITAIRE! NON A LA SÉLECTION A L'ENTRÉE A L'UNIVERSITÉ!**

